



Déclaration de la CGT-éduc'action Créteil juin 2012 CAPA-FPMA affectations certifiés-agrégés mouvement intra-académique 2011/2012

Le but du mouvement intra-académique est de permettre la mobilité des enseignants titulaires en postes en établissement, la stabilisation des TZR le demandant et l'accueil dans les meilleures conditions des nouveaux enseignants arrivant dans l'académie de Créteil. Nous constatons d'années en années une dégradation de ce mouvement. Le mouvement 2012 est encore marqué par la confusion, la précipitation et un manque réel de perspectives de stabilisation pour de nombreux collègues.

Première problématique : nous vous avons demandé de manière unitaire un report de ces commissions devant les incertitudes actuelles.

Pour la CGT-Educ'action, c'est bien entendu le fond de cette réforme du recrutement et de la formation des enseignants qui est catastrophique.

La CGT-Educ'action demande un recrutement niveau licence avec entrée progressive dans le métier avec deux ans de stage rémunéré validant un Master. Elle refuse la mise immédiate en responsabilité : Considérer les stagiaires comme moyens d'enseignement nuit à la qualité de leur formation. Une formation progressive programmée, accompagnée, doit se faire sur deux années scolaires. Cela signifie un va-et-vient constant entre cours à l'IUFM et périodes de stage dans des classes de différents niveaux (ou dans différents types d'établissements).

Deuxième problématique : l'information donnée aux collègues par l'administration du « projet d'affectation ». Ces informations diffusées par SMS ou par mail aux collègues ont créé une nouvelle fois des incompréhensions, inquiétudes et sentiments d'injustice... Nous avons noté cette année la multiplication de demandes d'annulation au mouvement Intra suite à ces infos !

Personne n'est gagnant dans cette précipitation à donner ces informations aux collègues avant même le travail des CAPA, dans une course folle à celui qui sera le premier à donner l'information aux personnels : ni les collègues, ne pouvant pas avoir toutes les informations sur le mouvement car celui-ci n'est pas terminé, ni le Rectorat, qui s'oblige à un calendrier démentiel, ni les personnels du Rectorat, obligés de travailler dans la précipitation et le stress, ni les représentants du personnel, pressés

par les collègues de confirmer des informations qu'ils sont en train de vérifier, retardant ainsi ce travail de vérification !

Dernière remarque et non des moindres : l'argent utilisé pour cette initiative aurait probablement trouvé meilleure utilité que celle d'enrichir une entreprise privée.

Troisième problématique : les confusions pour les TZR ou futurs TZR entre vœux pour l'Intra et vœux préférentiels. Nous demandons la séparation des phases de vœux pour le mouvement Intra et pour les vœux préférentiels. Cette seconde phase doit se dérouler après la tenue de l'Intra, comme c'est le cas pour les collègues affectés par extension sur une ZR.

Le mouvement d'ajustement de juillet va être une nouvelle fois une phase très importante du mouvement et de la préparation de la rentrée. Nous rappelons que les TZR ne sont pas sensés servir à "réguler des flux" mais à effectuer de véritables missions de remplacements, avec des conditions spécifiques. Dans la réalité, la plupart des TZR sont sur un poste à l'année, montrant la dérive du système.

Ce mouvement se déroule dans un contexte de suppressions de postes s'inscrivant dans la mandature de Sarkozy et entraînant un nombre conséquent de mesures de cartes scolaires. Pour la CGT-Educ'action, la solution est de restituer en urgence les 80 000 postes supprimés par un collectif budgétaire plus ambitieux que celui qui est annoncé.

Dans cette logique nous demandons qu'un audit soit diligenté, sous contrôle de la population, des corps constitués et des élus locaux, pour lister les besoins de notre Académie.

Nous demandons simplement que les moyens soient donnés aux établissements pour fonctionner correctement. Cela signifie de se donner la possibilité d'avoir des classes dédoublées par exemple.

Nous demandons enfin simplement au Rectorat de Créteil d'appliquer les horaires réglementaires dans les lycées professionnels.

Rappelons, enfin, que nous demandons le retour à un système de mutation national en une seule phase.

Pour la CGT Educ'action, les choses sont claires, et la rencontre que nous venons d'avoir avec le nouveau ministre confirme cela : Nous aurons à mobiliser les personnels pour peser sur les choix politiques du nouveau gouvernement.